

Mettre en oeuvre une médiation dans le cadre d'un règlement de conflits

RS6652 · RS · Publiée

L'essentiel

Code(s) NSF	120, 315, 320
Formacode(s)	33020, 32037, 15004, 15016
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	27/06/2024
Date d'échéance	27/06/2027

Certificateur(s)

LA ROCHELLE UNIVERSITE - UNIVERSITE DE LA ROCHELLE · SIRET : 19170032700015

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
MAISON DE LA COMMUNICATION	48457047800038	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Cette certification répond aux besoins de montée en compétences des professionnels afin qu'ils puissent officier dans le cadre de médiations juridictionnelles, conventionnelles et institutionnelles. Elle est nécessaire pour s'inscrire sur la liste des médiateurs judiciaires.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

1. Guider les interactions en ajustant sa posture et son mode de communication en vue de faciliter le dialogue
 - Techniques de communication et de conduite d'entretien
2. Conduire une médiation en respectant les règles éthiques et déontologiques du cadre légal pour assurer une résolution satisfaisante du conflit - Techniques de médiation
3. Evaluer sa pratique professionnelle par une analyse réflexive en vue de renforcer son professionnalisme

Secteur d'activité et type d'emploi

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

- Code de déontologie de la médiation, élaboré par le Rassemblement des Organisations de la Médiation et adopté par arrêté du 2 décembre 2010.
- Application R324-2 du Code de la propriété intellectuelle qui régit les critères d'inscription des médiateurs experts sur la liste des médiateurs experts de cours d'appel en France. Chaque cour d'Appel peut elle-même établir ses propres critères spécifiques.
- Article 131-5 du code de procédure civile
- Décret 2017-1457 du 9 octobre relatif à la liste des médiateurs judiciaires des cours d'appel modifié par décret 2021-95 du 29 janvier 2021-article 1

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Être titulaire d'un diplôme ou d'une certification de niveau 6 et d'une expérience professionnelle de 5 années dans la gestion des conflits, le management d'équipe ou la négociation,

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Être titulaire d'un diplôme ou d'une certification de niveau 6 et d'une expérience professionnelle de 5 années dans la gestion des conflits, le management d'équipe ou la négociation,

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

La nomination du jury relève de la compétence du président de l'université.

Le ou la directrice de l'institut LUDI, composante de l'établissement, propose au président la composition du jury de la certification qui comprend a minima du responsable de formation, de deux enseignants chercheurs et de deux professionnels disposant d'une expertise dans le champ de la médiation.

Base légale

Date de décision	27/06/2024
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	27/06/2027
Date de dernière délivrance possible	27/12/2027

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RS5965

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://formations.univ-larochelle.fr/du-mediation-reglement-conflits>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rs/6652/>

Où se former

Formations référencées	2
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	4 100 € – 4 400 €
Durée	157 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	15
----------------------	----

Parcours menés à terme	3
Taux d'achèvement	20 %
Période	02/2025 – 02/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	15
Montant total engagé	61 500 €
Coût moyen par dossier	4 100 €
Durée moyenne	156 h
Période	11/2024 – 01/2026
France compétences	79 %
Reste à charge titulaire	15 %
Entreprise	6 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.